L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 15 JUIN 1882. 55me Année.

Bouchon, Bonnet & Cie., Propriétaires-Éditeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. JEUDI 15 JUIN 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$3 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

VENTES A L'ENCAN.

Par Spear & Econofler, au No 195 rue du Canal, entre Dauphine et Bourgogne, droit d'occupation, comptoirs, tablets, etc.

L'Ecole Supérieure de l'Université de la Louisiane.

Son utilité.

L'enseignement primaire et gratuit est organisé ici sur une large échelle. Nos écoles publiques, hablement dirigées par des professeurs capables, sont fréquentées par l'immense majorité des enfants de la ville et de l'Etat. L'ignorance se dissipe, et de nouveaux horizons s'ouvrent devant notre jeunesse studieuse. Malheureusement, la plupart des chefs de famille, soit qu'ils cèdent à des besoins pressants, soit qu'ils acceptent comme une vérité ce que la médiocrité intellectuelle répand dans le public—c'est à dire qu'une instruction trop élevée est un obstacle aux succès commerciaux ou industriels—en contentent, pour leurs enfans, d'une éducation restreinte aux principes élémentaires de la grammaire et du calcul; il en résulte que le niveau intellectuel monte peu par suite de l'impossibilité où se trouve la génération sortant des écoles publiques de s'élever à des régions qu'elle ignore. Cette infériorité relative donne aux jeunes gens des Etats voisins ou du Nord la facilité de s'emparer des premiers emplois et d'envahir la plupart des professions libérales.

Nous avons, cependant, des institutions publiques — et c'est de celles là que nous nous occupons exclusivement dans cet article—de l'ordre le plus élevé. La haute école de l'Université de la Louisiane, dont le programme embrasse les langues anciennes et modernes, la rhétorique, la philosophie, les mathématiques, les sciences physiques, offre à nos jeunes gens toutes les sources d'une éducation achevée. Les professeurs sont nombreux et à la hauteur de la tâche qu'ils ont acceptée—ce qui n'empêche pas que le nombre des élèves ne soit déplorablement faible. Il semble qu'on ne veuille pas profiter des avantages qu'on a sous la main, et qu'on s'efraie de la diffusion des connaissances.

A ceux qui osent et prétendent que le savoir enraye les dispositions aux affaires, nous répondrons que les habitants de Boston, qui, on le sait, sont des négociants de premier ordre, se font un honneur de cultiver les arts et les sciences, ce qui a valu à leur ville le titre mérité d'Athènes des Etats-Unis.

Laissons donc l'ignorance essayer de se justifier en invoquant la nécessité commerciale, et conseillons aux familles de profiter des institutions de l'Etat, afin de faire de leurs enfants non seulement des citoyens utiles, mais encore des négociants supérieurs à ceux qui ne savent que peu de chose, sur le savoir, en activant l'intelligence, rend le succès plus facile.

Dans les pays de suffrage universel, la noblesse réside dans le savoir, le patriotisme et les qualités morales; or, il existe, entre ces trois agents, des rapports intimes. A l'époque où nous vivons, on a compris que les distinctions sociales dépendent du mérite; aussi a-t-on poussé l'instruction aussi loin que possible, sachant bien qu'elle est la source d'où jaillissent les découvertes que la science accumule devant le monde étonné.

Les Etats du Nord ont marché avec le siècle; ils ont multiplié les grands établissements d'éducation, où se prense une jeunesse nombreuse. Sous ce rapport, ils n'ont rien à envier aux plus anciennes nations de l'Europe qui, elles-mêmes, rajeunissent le vieux mode en lui appliquant tout ce dont l'expérience a doté le siècle.

Le mouvement général dans le sens de l'élévation intellectuelle de la jeunesse appelé à jouer un rôle important dans les destinées du pays, caractérise notre temps. Si l'ignorance entretient la servitude, le savoir est l'ami de la liberté. Les idées libérales marchent de pair avec le développement de l'intelligence par l'étude; c'est pourquoi la plupart des nations libres ont déclaré obligatoire l'enseignement primaire.

Nous serions heureux de voir la Louisiane, et la Nouvelle-Orléans en particulier, secouer de vieux préjugés et entrer résolument dans la voie que la nouvelle génération du Nord parcourt avec tant de succès. L'Ecole Supérieure de l'Université est ouverte à tous ceux qui ont suivi avec assiduité les cours des écoles publiques. Aujourd'hui même, cette institution a eu exercices de fin d'année dans la salle Grunewald. Les professeurs y sont au nombre de 25. Dans l'année scolaire qui vient de s'écouler, elle comptait 494 élèves, tandis qu'elle est dû les compter par milliers.

Ne serait-ce que par sentiments patriotiques, l'école devrait être fréquentée. Sans doute, il faut savoir se rappeler des malheurs qui ont fondu sur notre population jadis si prospère, et leur attribuer, en partie, les aberrations que nous regrettons, mais il ne faut pas oublier que le moyen le plus puissant de relèvement est de suivre le mouvement mouvement général en s'appuyant sur une forte éducation.

Si les idées que nous émettons recevaient un accueil favorable et devenaient un point de départ, nous verrions bientôt notre jeunesse, si bien douée pour l'étude se transformer, et occuper, par l'autorité du savoir et de l'élévation intellectuelle, une place prépondérante dans la direction des affaires du pays, ou se créer une belle place dans les professions libérales.

M. L. Grand, agent des transatlantiques français, a reçu hier une dépêche lui annonçant l'arrivée au Havre du steamer *Amérique*, dimanche, 11 du courant.

Nous avons reçu, hier, le numéro de juin du "Medical Review according to the doctrinaire method of Dr Ad. Burggraeve."

Le correspondant anglais d'un journal de New York, "The World Telegraphic," dit que les cuvées anglais pensent que la guerre qui a éclaté en Irlande contre le landlordisme, deviendra bientôt en Angleterre.

☞ Les ménagères de notre ville qui veulent économiser, feraient bien d'essayer le "Baking Powder" Royal en vente chez Gaudin, 5 rue Royale.

La charte de ville au Sénat.

Le comité des affaires de ville du Sénat a renoncé, dans la séance de mardi, aux modifications qu'il avait d'abord voulu introduire dans le projet de charte voté par la Chambre des Représentants. En cela il a fait preuve de sagesse et de patriotisme. La Nile-Orléans appelle de ses vœux un changement radical dans son système de gouvernement municipal. Elle en a assez de la confusion de pouvoirs qui a eu de si fâcheuses conséquences dans le passé et qui l'empêche encore de prendre son essor vers l'avenir de prospérité qui lui est évidemment réservé.

Ce que nous voulons ici, [c'est d'abord un gouvernement municipal représentatif, comme nous le possédions autrefois, avec des fonctionnaires chargés de devoirs purement administratifs. La seule différence essentielle qui existât entre le projet de loi préparé par la délégation créoleanaise à la législature et celui que les représentants les plus autorisés du commerce, de l'industrie et de la finance avaient dûbord, c'est que le premier faisait une part très large au scrutin populaire, dans la désignation des fonctionnaires ministériels, tandis que le second, confiant au maire une autorité imposante, le chargeait de la nomination de ces mêmes fonctionnaires.

La Chambre des Représentants a trouvé ce pouvoir exorbitant, bien qu'il ne dût s'exercer que sous le contrôle du Conseil de ville, appelé à ratifier ou à rejeter les choix du maire. Elle a donné la préférence à la charte dite législative, en faisant clairement comprendre qu'elle n'en accepterait jamais d'autre. La majorité du Sénat était, au contraire, acquise au projet de charte des citoyens, et il est tout naturel que le comité auquel a été renvoyé l'examen du bill de la Chambre, ait songé d'abord à l'amender dans le sens des idées du Sénat.

Ce remaniement, que la Chambre n'était pas disposée à accueillir, eut été funeste à la charte, et notre système actuel de gouvernement municipal eut été maintenu, au grand regret et au très vif désappointement de toute la population.

Dans la discussion qui a eu lieu mardi au sujet des amendements, le comité qui les avait d'abord formulés a expliqué avec beaucoup de mesure, beaucoup de tact, un grand nom des affaires publiques, et un sentiment très vif des intérêts de la Nile-Orléans qu'il importe avant tout de sauvegarder, les raisons qui l'avaient décidé à y renoncer. Nous applaudissons, quant à nous, sans réserve, au langage élevé qu'ont fait attendre MM. Foster, Augustin et Pollock, ainsi que d'autres sénateurs.

Le bill de la Chambre n'ayant pas été lu jusqu'à la fin, le Sénat a eu une séance du soir, la première de la session, et en a achevé la lecture. Puis la dernière délibération a eu un résultat affirmatif. La mesure est donc votée. Comme il y a eu çà et là quelques mots changés dans la rédaction de la loi, la Chambre sera sans doute appelée à ratifier ces légères modifications qu'affectant en rien le texte, et le bill sera remis au gouverneur qui n'hésitera certainement pas à la signer.

Il y a douze ans que nous sommes gouvernés par des Bureaux, et l'expérience a condamné ce système où le maire n'est rien, où chaque administrateur est un potentat, où il n'existe ni solidarité, ni responsabilité, où les fonctionnaires ministériels, les agents chargés de l'exécution des ordonnances, les rédigent et les votent eux-mêmes. Nous ne consurons pas les représentants de l'autorité, mais le principe même du gouvernement municipal actuel dont nous avons voulu faire l'expérience et qui, à l'époque, nous nous le rappelons parfaitement, semblait sur esprits les plus sages, offrir plus de garanties pour une bonne administration des affaires publiques, que le système représentatif qui a, certes, ses imperfections et ses lacunes.

Maintenant l'opinion est désabusée. Nous savons à quoi nous en tenir, et il n'y a plus à hésiter. Tout le monde veut revenir à l'ancien système, chaque quartier tient à avoir ses représentants à un Conseil où seront discutés publiquement les affaires municipales, où les mesures les plus importantes seront arrêtées et votées *coram populo*, où seront réunis assez de suffrages pour rendre à peu près impossible le triomphe des coalitions et des intrigues.

Bill de revenus.—C'est là, on le sait, un des bills les plus importants que la législature vote à chaque session. Il s'agit en effet de tout le système financier de l'Etat, de l'assessement de la propriété imposable, de la perception des taxes et de leur application, de la distribution des fonds affectés aux différents services.

M. Ogden, de la paroisse Bossier, président du comité des voies et moyens, avait déjà présenté un projet de bill à la Chambre; nous en avons reçu hier un autre, que notre sénateur, M. John F. Pollock, a eu l'obligeance de nous adresser, et que l'on propose de substituer au bill du comité. La discussion est déjà engagée et se continuera à chaque séance, le bill ayant été mis à l'ordre spécial du jour.

C'est dimanche prochain, 18 du courant, qu'a lieu, à l'Oakland Park, la grande fête champêtre de la société de bienfaisance des Bouchers. Nous en parlerons plus longuement.

Une dépêche de San Francisco, datée du 10 juin, annonce que des avis arrivés par le steamer Coptic, de Hong-Kong, apportent la nouvelle suivante: L'expédition française contre Ha-Noï, capitale de la province d'Anam, a remporté un succès complet. La douane est maintenant aux mains de France's. Le gouverneur-général de Ha-Noï et le général se sont pendus immédiatement après la prise de la ville. La nuit qui a suivi l'occupation par les Français, le palais habité par les missionnaires a été attaqué par la foule, qui a été repoussée. Les gouverneurs des provinces autour de Ha-Noï semblent disposés à accepter la domination des vainqueurs.

M. le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, a adressé au ministre de l'instruction publique une lettre concernant les Facultés de théologie. On sait que la commission du budjet a refusé tout crédit à quatre de ces Facultés et que, de plus, la Chambre a pris en considération et renvoyé à une commission spéciale un projet de loi supprimant toutes les Facultés de théologie. M. Donnet, dans sa lettre, plaide la cause de la faculté de théologie de Bordeaux et en même temps celle des facultés d'Aix, de Lyon, de Paris et de Rennes. Il signale avec l'autorité de M. Dufaure et de M. Waddington, qui ont soutenu tous les deux la nécessité de maintenir ces Facultés. Il compte qu'avec un haute influence sur la Chambre et sur ses diverses commissions, M. Jules Ferry conservera à la France, dans son système, la grande création du premier empire, à savoir: les quatre Facultés dirigées et 1809, en tête desquelles se trouvent les Facultés de théologie.

☞ Six prix magnifiques—1866 pianos droites; 6 ux pianos, un orgue, une table à ouvrage, un tricot et une guitare. A ceux qui achètent ou le magasin de musique de Ph. Werlein, 127 rue de Canal, il est donné un billet d'une grande loterie dont les tirages suivants sont les particulier à chaque démarche.

—Le journal *Le Napoléon*, qui depuis deux ans environ représentait la doctrine bonapartiste, telle que la conçoit le prince Napoléon, d'après ce qu'il considère comme la tradition napoléonienne, interrompt sa publication.

Les paroisses des Attakapas, (Louisiane) et les Usines Centrales.

Ainsi que nous l'avons dit la semaine dernière, nous nous sommes décidé à faire une tournée des plus complètes dans les paroisses Attakapaennes (pardon pour le mot) qui jusqu'ici, pour la plus grande part, sont restées en dehors du rayon d'activité qui semble s'être emparé de l'Union entière. En dehors des intérêts de notre feuille, qui, nous sommes heureux de le dire, est appréciée bien au-delà de ses mérites, nous avions pour but principal de nous informer, juger, peser et déduire les dispositions des habitants de ces régions à propos des usines centrales, qui un jour ou l'autre, mais que nous souhaitons aussi proche que possible, doivent transformer la Louisiane, lui donner une prospérité inouïe et durable, permettre à tous ses fils de s'instruire, enfin l'amener au niveau du progrès, hors du rayon duquel il n'y a plus aujourd'hui que gêne, misère et sujétion matérielle et morale.

Nous voudrions pouvoir nous étendre sur un sujet qui touche de si près la vie, l'existence sociale de la population Franco-Louisianaise, mais nous ne le pourrons vu la masse d'observations de première importance que nous devons avant tout mentionner à propos du principal sujet de notre voyage. Plus tard, lorsque l'entreprise qui nous occupe spécialement sera en bonne voie, il sera temps de revenir sur la partie sociale, mais avant tout et afin d'amener l'une par l'autre, nous croyons devoir donner la priorité à celle purement matérielle.

LA PETITE ANSE.

S'il est un sol adapté à la culture de la canne, c'il est une position ou le succès d'une Usine Centrale est bien de tout contesté, c'est sans aucun doute dans le rayon de cette prairie, ou toutes les conditions d'un succès certain et prochain se trouvent. L'eau, la terre, le plant, la position, le bon vouloir et, plus même, l'intérêt de la population, tout est là; les fermes y sont divisées suffisamment, tout en formant un groupe compacte pour que la question de labeur ne puisse pas s'y produire; chaque famille a un intérêt majeur à ce que l'usine y réussisse, car son succès ne saurait faire autrement que d'être celui de tous. Le seul obstacle sérieux est le transport, ce qui du reste est le cas pour toute la section que jusqu'à la présente date nous avons visitée.

Si on admet un *narrow gauge rail road*, coûtant environ $700—le mille, ayant cédé terminus à la Nile-Ibérie, et se prolongeant jusqu'au bayou de la Petite Anse, 6 milles et demie environ, ayant à trois milles de distance des branches latérales s'étendant à un mille et demi ou deux milles de chaque côté, on obtient par conséquent un rayon d'environ 4 une quarantaine de milles carrés, par la simple raison que chaque habitant, situé à une distance d'un mille et demie d'un point quelconque du *track* peut facilement y amener ses cannes, les charger sur les chars et les livrer à l'usine à un prix rémunérateur.

Il est reconnu que pour cultiver des cannes, les vendre à la tonne, si le charroi doit être fait à une distance de plus de deux milles, les frais absorbent le bénéfice, or, avec le *track* tel que nous le suggérons, le charroi devient à peu près nul, ou du moins pour les plus éloignés, facile à faire dans des conditions suffisamment favorables.

Dire comment les habitants de cette prairie nous ont accueilli, ne serait que répéter ce que nos citoyens connaissent, que l'hospitalité la plus large et la plus généreuse y est toujours accordée à ceux qui les habitants savent ou croient en être dignes.

Autant que nous avons pu nous en rendre compte, pensons être assez exacts, en disant qu'il serait fort probable qu'une Usine Centrale, s'y construisant l'année prochaine, serait de 1200 à 1500 arpents à exploiter, l'année suivante probablement 2500, et vers 1885 certainement 4000, soit à peu près 5,500 boucaults, ce qui, comme on peut aisément s'en faire une idée, nécessiterait une usine de première importance comme force et capacité.

Reste, il est vrai, la question du transport du combustible, des cannes et des produits; le chemin de fer la résoudrait, mais il convient d'examiner dans quelles conditions il pourrait se faire et quel revenu il pourrait donner pendant la période de non-activité de l'usine.

Les habitants auxquels nous en avons parlé se sont, en grande majorité, exprimés ainsi: si une usine se monte, si un chemin de fer est indispensable, nous croyons pouvoir faire tout le terrassement nous-mêmes, en un mot consacrer la voie, si la compagnie nous donne les traverses, les clous et les rails, et aussi envoie un ou plusieurs hommes pour tirer les lignes et diriger les travaux. Pour ce travail nous ne demandons notre rétribution que de pouvoir nous servir de la voie et des chars, jusqu'à l'équivalent de la somme du travail que collectivement ou individuellement nous aurons pu faire; cet usage, en tout cas, ne pouvant être fait que pendant la période de non-activité de l'usine.

Supposons-alors sept milles de voie principale et huit milles de embranchement arrivé à un total de 15 milles à $700, $10,500.

Ce prix peut sembler minime, mais il est ample si le terrassement en est déduit. Par mille, 2000 traverses à 15 cts, $300. Rails autant, soit $300, ferrures, clous, etc, 101 total $700.

Comme après la première ou la seconde année la somme de service de la voie due pour travaux de terrassement serait acquittée. Il s'en suivrait qu'elle serait libre de toute dépendance, et rapporterait un intérêt qui pourrait suffire aux réparations ordinaires et au prolongement de la voie, au-delà du bayou, afin de relier une seconde usine établie dans la prairie Carlin, dont les habitants vers l'année 1885 pourraient atteindre à une production suffisante de cannes pour justifier son établissement.

On comprend que nous ne pouvons donner dans l'espace restreint qui nous est alloué, toutes les observations et remarques qu'une telle entreprise implérativement réclame. Ce rapport *in extenso* nous nous réservons de le faire et lorsqu'il sera complet, décidé et envisagé à tous les points de vue, si la compagnie Franco-Américaine des Usines Centrales veut s'y arrêter, nous nous faisons un devoir de le lui soumettre.

Nous croyons devoir ajouter, que tous les habitants sucriers ou autres de cette région, sans aucune exception, souhaitent ardemment qu'une ou plusieurs usines s'établissent, disposés qu'ils sont à donner leur entier concours à ce qui pour eux serait le bien-être et la prospérité.

(*L'Etoile d'Ibérie.*)

Les événements d'Egypte aboutissent de plus en plus en plus nettement aux résultats que nous avons indiqués dès le début;

La ruine complète de l'influence française;

La restauration de la souveraineté du sultan sur l'Egypte.

Arabi Pacha a manœuvré de telle façon que la crise qu'il a pu ne pouvait avoir une autre solution; et il faut reconnaître que, dans la partie en apparence fort embrouillée qui est engagée au Caire, le Khédive a joué absolument le jeu du Sultan, cédant tour à tour aux exigences d'Arabi Pacha ou de la France avec tant d'à-propos, que chacune de ses concessions ou de ses reculades faisait faire à la Porte un pas nouveau.

Que le Khédive ait agi inconsciemment, ou qu'il ait marché en vertu d'un accord secret, avec les hommes d'Etat de Constantinople, c'est ce qu'il est parfaitement superflu de rechercher. La vérité est que les choses se sont passées au Caire comme si une conspiration y avait été formée entre tous les dépositaires de confiance, en vue de ramener l'autorité morale de la France et d'amener le rétablissement le plus complet et entier de la souveraineté de la Porte en Egypte.

Et qu'on à chemin que nous séparions, sur ce point, la France de l'Angleterre. Le bœf de la politique de lord Beaconsfield, lors du congrès de Berlin, a été de faire accepter par la Porte le protectorat de la Grande-Bretagne; il est clair que l'influence de l'Angleterre ne saurait être obtenue aujourd'hui, par le fait que l'allié, le protégé de la reine d'Angleterre est appelé à exercer son autorité souveraine en Egypte.

Il n'en est pas de même, on le comprend, de la France dont le gouvernement, par l'organe de M. de Freycinet, a déclaré de la manière la plus catégorique que jamais il n'admettrait un amoindrissement de l'indépendance de l'Egypte.

(*La Gazette de France.*)

☞ Jouets et étrennes pour toutes sortes d'un et chez Gaudin 5 Rue Royale.

L'Espagne et le concert européen.

On se rappelle, peut-être, qu'il y a quelques semaines, le *Times*, dans un article sur les affaires d'Egypte, faisait remarquer, d'une manière incidente, l'importance qu'acquiert tous les jours l'Espagne, et le besoin éventuel du concours de ce pays pour faciliter la solution de plusieurs des plus importantes questions qui s'agitent en ce moment.

Nous n'insisterons pas sur ces considérations, ignorant même absolument si l'Espagne serait disposée à prendre le rôle actif que le *Times* veut lui accorder; mais le moment nous semble opportun pour appeler l'attention de nos lecteurs sur la situation actuelle de ce pays. Ils pourront ensuite tirer eux-mêmes les conclusions qui leur paraîtront répondre à la situation politique du moment.

L'Espagne a donné de telles preuves de vitalité et a su si bien se relever des épreuves par lesquelles ses forces ont passé, qu'on trouverait difficilement en Europe un pays offrant un pareil exemple.

Il y a dix ans à peine, l'anarchie la plus complète s'la plus horrible régnait dans toute la Péninsule.

Et, par surcroît d'infortune, la guerre civile prenait, au même moment, des proportions formidables dans l'île de Cuba. L'immensité du territoire et le manque de population faisaient de la répression une tâche presque insurmontable. La situation de l'Espagne aux Iles Philippines, dans les mers de l'Asie, n'était pas également sans inspirer quelques inquiétudes très légitimes.

Eh bien! il convient de reconnaître que la monarchie libérale de don Alphonse XII a su puiser suffisamment d'énergie, d'habileté de forces pour parvenir à soumettre l'insurrection, à rétablir l'ordre dans les provinces méridionales, à former et à équiper une armée de trois cent mille hommes, qui s'est jointe à celle de cinquante mille qui luttait péniblement contre don Carlos, et à reprendre le prétendant et ses partisans au-delà de la frontière. Ch n'est pas tout. Le gouvernement mettait sur pied et envoyait à la même époque plus de deux cent; mille hommes—ce chiffre est aussi exact que surprenant—à destination de Cuba, c'est-à-dire à plus de vingt jours de navigation.

Combien d'argent, que d'efforts il a fallu pour obtenir un pareil résultat!

Lorsque l'administration gouvernementale fut réorganisée, les richesses du pays ne tardèrent pas à se développer d'une manière surprenante; et la confiance renaissant, grâce à la politique libérale du gouvernement actuel, le crédit du trésor espagnol redevint très considérable. La dette, une fois convertie et les questions financières réglées d'une façon fort honorable, le pays s'est lancé dans toutes les réformes les plus avancées de l'Europe. Les armées de terre et de mer subissent les transformations nécessaires et l'Espagne peut mettre sur pied une armée régulière de cinq à six cent mille hommes. Sa population est, en le sait, de 16 à 17 millions en Europe, de deux millions en Amérique et de six millions (espagnols et indigènes) en Asie.

Il est donc indiscutable que le concours de ce pays, à la tête duquel se trouve un jeune roi plein de qualités et avide de gloire, puisse être à un moment donné des plus précieux: la France ne doit pas l'oublier.

Nous ne croyons pas, comme le *Times*, que l'Espagne sera appelée pour le moment à intervenir dans la question d'Egypte; mais, si l'on peut se passer d'elle, il ne faut pas moins reconnaître qu'elle y est à plus intéressée, après la France et l'Angleterre, non seulement à cause de ses domaines musulmans dans les mers de l'Asie, mais pour celles situées sur les côtes du Maroc.

Qui mieux que l'Espagne pourrait agir au moment voulu?

Nous terminerons ces considérations sommaires en disant que, et nous ne sommes pas en tout point d'accord avec le *Times*, si le moment ne nous paraît point venu pour l'Espagne de remplir le rôle de représentant des puissances européennes, nous devons toutefois tenir de plus en plus compte de l'Espagne et la considérer comme un pays qui sera forcément appelé un jour ou l'autre à prendre part, et une part active au concert européen.

(Le *Memorial diplomatique*.)

Le *Messager officiel*, organe du gouvernement russe, publie à la date du 24 mai la note suivante:

"Par ordre de l'Empereur, le gouvernement a fermement décidé de punir tous les actes de violence qui seraient exercés sur la personne ou contre la propriété des juifs, qui se trouvent sous la protection des mêmes lois que tous les sujets du tsar. Le sentiment de cette loi reçu l'ordre de prendre en temps utile et sous leur propre responsabilité les mesures nécessaires pour prévenir et de réprimer les actes contre les juifs. Toute négligence de la part des autorités sera punie par la révocation des fonctionnaires en défaut."

MORSFORD'S ACID PHOSPHATE

est employé pour la dyspepsie. Il donne du ton à l'estomac et communique de la vigueur à tout le système.

Dépêches télégraphiques des correspondants particuliers du *Temps* de Paris:

Vienne, 31 mai, 11 h. 27, matin.

Malgré les tiraillements et les difficultés de l'heure présente, on croit dans nos cercles gouvernementaux que les affaires d'Egypte ne pourront amener aucun conflit sérieux entre les puissances.

L'immigration des Turcs en Asie Mineure prend des proportions tellement considérables, que le gouvernement se voit forcé de prendre des mesures pour en arrêter l'essor.

Le gouverneur de la Galicie a été appelé à cet effet à Vienne, et les démarches diplomatiques ont eu lieu à Saint-Pétersbourg. La charité privée ne suffisant pas, le gouvernement autrichien est disposé à venir en aide aux fugitifs, comme il l'a fait lors de l'émigration bulgare.

Les délégations voteraient les dépenses, quand le gouvernement en aura pris l'initiative.

Madrid, 31 mai, 9 h. 15, matin.

Le texte de la loi sur la réforme du tarif rédigé par le cabinet et la minorité de la commission va plus loin que ne le consignaient les libre-échangistes et a obtenu l'adhésion de la majorité des députés catalans, sauf de quelques protectionnistes intransigeants, tels que M. Balaguer.

M. Moret, toutes les gauches et une fraction importante de la majorité reprochent au cabinet d'avoir, dans les conditions faites aux Catalans, réduit la réforme à une première manifestation des droits en 1882, tandis que la seconde et la troisième sont remises aux années 1887 et 1892.

Elles sont de plus assujetties aux éventualités d'enquêtes préalables et de négociations avec d'autres puissances, afin d'obtenir de nouvelles concessions à ces deux époques, en subordonnant l'admission de leurs importations aux réductions successives des droits.

Les chefs du parti conservateur engagent aujourd'hui, au Congrès, un débat sur la motion présentée par l'ancien ministre des finances, Don Cayetano Gonzalez, contre le décret de M. Camacho, prononcant aux porteurs de la dette extérieure une commission de plus de 40 millions de pesetas, s'ils acceptent la conversion dans le courant de soixante jours après la promulgation de la loi à ce sujet.

Madrid, 31 mai, 9 heures 45, matin.

M. Dicesdale, ministre d'Espagne à Tanger, est arrivé hier et a conféré longuement avec le président du Conseil et le ministre des affaires étrangères. Il a rendu compte des résultats favorables de sa visite au chérif, en ce qui concerne la solution des questions et de la protection consulaire.

Le chérif et la population maure et arabe suivent surtout avec un intérêt bien vif les péripéties de la question égyptienne. Le clergé mahométan prêche au peuple que l'intervention de la Porte rétablira son prestige musulman, dans le nord de l'Afrique. Dans la semaine prochaine, un envoyé extraordinaire du Maroc s'embarquera à Tanger pour venir à Madrid.

L'empereur Guillaume a accepté l'invitation que lui a faite le marquis d'Abpas de venir passer un jour dans son propriété de Dyherrafurth, à Potsdam, après les grandes manœuvres. L'empereur se rendra à Dyherrafurth le 6 septembre, après les manœuvres.

La ville de Berlin a vu grossir sa dette de 130 millions de marcs (162,500,000 fr.) depuis l'année 1874. Les emprunts de 1872 à 1870 ne se montaient à qu'à 33,597,000 marcs.

Nouvelles Télégraphiques.

Bourse de Paris.

Paris, 10 juin—La rente française trois pour cent a fait 82 fr. 97 1/2.

Désordre a Palma.

Madrid, 10 juin—Quelques désordres se sont produits à Palma, îles Baléares, en raison de la saisie de marchandises pour lesquelles certains négociants avaient refusé de payer les nouveaux droits de patente établis par l'Espagne. L'ordre est maintenant rétabli.

Prix de l'intervention turque.

Vienne, 10 juin—On croit que des négociations sont entamées à Constantinople, à l'effet de traiter de la cession définitive de la Bosnie et de l'Herzégovine à l'Autriche.

Les Israélites en Hongrie.

Pesth, 10 juin—La Chambre basse de la Diète hongroise a discuté une pétition des autorités d'Izathmar requérant le gouvernement de prendre des mesures pour arrêter l'immigration en cette ville des Israélites russes; la Chambre a adopté une proposition du comité chargé de faire un rapport sur cette pétition et qui engage le gouvernement à prendre vis-à-vis des Israélites telles mesures de police et de santé que les circonstances peuvent exiger.

La situation en Russie.

Saint-Pétersbourg, 10 juin.—La nomination du général Skobeleff comme gouverneur militaire de Wilna est annoncée. La population du district est presque entièrement allemande, et la nomination est regardée comme très significative dans les régions diplomatiques, surtout par le représentant de l'Allemagne.

Le bruit court que le czar a l'intention de rappeler le général Ignatieff qui remplacera le comte Ignatieff.

Il y a quelques jours les matelots de Cronstadt, en célébrant la fête du grand-duc Constantin, ont fait une telle manifestation en faveur de leur ancien grand amiral que les officiers de l'armée ont jugé nécessaire d'intervenir. Les matelots ont été défendus et soutenus par leurs officiers. Des querelles se sont élevées et des mots en ont venu aux coups. La police a appelé les troupes qui ont tiré sur les matelots. Quatre personnes ont été tuées.

Agitation agraire.

Saint-Pétersbourg, 10 juin—Une enquête a été ouverte à propos de l'assassinat d'un propriétaire de Libau (Courlande). Grâce à l'intelligence et à l'énergie du juge d'instruction, un individu nommé Cotton Sonken a été arrêté. Il avoue avoir reçu de l'argent pour commettre le crime. Des agitateurs paraissent le pays depuis quelques temps disant partout que s'est en tuant quelques propriétaires qu'on finira par obtenir des réformes.

Traversée de la Manche en ballon.

Londres, 10 juin—Un ballon portant M Claude de Crespigny et M. Simmonds, aéronautes, est parti de Maldon aujourd'hui; l'intention des voyageurs étant de traverser la Manche. A peine le ballon venait-il de s'élever, que la nacelle est venue frapper une maison, et M. Claude de Crespigny a été précipité sur le sol et s'est cassé la jambe. M. Simmonds a continué seul le voyage.

Une dépêche de Calais dit que le ballon a été aperçu de cette ville à quatre heures de l'après-midi; il se dirigeait vers le Sud.

L'*Indépendant* de Constantine dit que le nombre des émigrants espagnols dans la province d'Oran devient de plus en plus considérable.

Durant le mois d'avril, 2300 Espagnols avaient débarqué dans le port d'Oran; le mois de mai promet, sous ce rapport, d'être beaucoup plus fécond. Il y a quelques jours, par les deux courriers d'Espagne, sont arrivés 900 citoyens de la péninsule Ibérique, et le lendemain 400 environ.

Le premier hiver que les Pèlerins passèrent à Plymouth, dans la Massachusetts, fut terrible, et nombre de familles contaient dans le germe de la phthisie. Le mal se propagea par hérédité et cohésion encore. Le développement de la tuberculose fit attention des médecins les plus éminents et ils établirent une enquête scientifique sur les moyens de la prévenir et de la guérir. Les résultats obtenus ont donné lieu à la préparation de "Cherry Pectoral de Dr J. C. Ayer," reconnu aujourd'hui comme un remède souverain pour les rhumes, les refroidissements, les enrouements, la consomption ainsi que les autres affections des poumons et des voies respiratoires. L'effet en est certain. C'est un remède sûr, agréable et inoffensif. Quand on en fait une prise, il ne faut pas jours chez soi le "Pectoral" et on en a complète à toujours, en prévient bien des malheurs.—*Rich. Gazette. Fr. Rehgrous Herald.*

Proclamation Amendée.

Département extérieur, État de la Louisiane.

CONFORMÉMENT aux résolutions adoptées par le Sénat et la Chambre des Représentants de la Louisiane, le 8 juin 1882, moi, R. M. MCKERRY, Gouverneur de l'État de la Louisiane, l'amende par le présent mandement de quarantaine timée le 17e jour d'avril 1882, de manière à ce qu'elle ne lise ainsi: Dix jours pleins, cent quarante heures, au lieu de trois jours pleins, soixante-douze heures. Cet amendement sera mis en vigueur et s'appliquera à tous les navires arrivant à la station de la Quarantaine, à partir du quatrième jour de juin 1882. Toutes les autres parties de la Proclamation susdite sont et seront maintenant à rester en vigueur; *bien entendu* que le port de Vera Cruz, que l'on sait être parfaitement salubre en ce moment, sera exempt des effets de cette Proclamation jusqu'au 1er juillet 1882.

En foi de quoi, j'ai apposé ici ma signature et j'ai joint le sceau de l'État, en la ville de Baton-Rouge, le douzième jour de juin, A. D. 1882.

R. D. McKERRY.

Pour le Gouverneur:
WILL. A. STROUD,
Secrétaire d'État.

15 juin—1m

A louer.

LE MAGASIN BLEU, enseignes Bienville et Decatur, occupé par Quertenon et Rodriguez du magasin en briques attenant au Pensionnat dégagé au 1er juillet.
Enfance feuillet de Bienvenu.
S'adresser à A. PITOT, Agent, ou à J. G. GAINES, à la Banque des Citoyens.
15 juin—15 16 18, 25 29, 26 juil

H. DAMIENS.

127 et 129 RUE ROYALE,

Coin Toulouse.

NOUVELLES MARCHANDISES
Reçues par les Steamers Dupuy-de-Lôme et Discoverer.

CHEMISES FRANÇAISES,
Assortiment complet en toute qualité et en toutes tailles—Blanches et en Couleurs—avec Cols et avec Cols.
Ces chemises seront vendues garanties sous tous les rapports, façons, solidité, durée et qualité.
CHEMISES DEVANTS TOILE pour ENFANTS de 3, 10, 12, 14 ans à $12 la douz.
DEVANTS de chemises—COLS de chemises—POIGNETS nouveaux genres—GILETS de dessous en flanelle noire—lin, et en soie—CALEÇONS en toile et CALEÇONS en coton crème—Chemisettes, Bretelles, Poignets, Cols, Cravates de voyage—Etc., Etc., Etc.
Reçu également un assortiment complet de
PARTOLETS DE BAINS.
Beaucoup de Couvrons de bains, Maillots et Calçons de bains, Peignoirs et Serviettes de bains, Sandales de bains.
PARFUMERIES PURES des meilleures fabriques de Paris.
Un très bel choix d'Eventails, Bahama, Bouton en, Corozon et une quantité d'autres articles.
4 juin—1m D. Ms J.

RONDS ET RAIES

Se combinant dans nos
MOUSSELINES, LINONS et GALLOONS,
GERMADINES dentelle empesée,
MOLLE-MOLLE Mary, V. gold,
ILLUSIONS soufle, Dentelles empesées,
SOIE pour voiles, à pois, Paraure,
GANTS en soie crème, noire et couleurs
TULLES et TIRBUS à mesure tendre, etc., etc. (dres.

GRANDES REDUCTIONS.
Rubans non veux Gr. Gr., No 4, 5 et la yarde
" Neu watered " No 9, 10 et la yarde
" " " No 12, 16 et la yarde
COLS toile pour hommes, 13, 15 1/2, 14 pouces, 2 cts chacun.
MOUSSELINES dentelle imprimée, 16 yardes pour $1.
Articles de toilette pour hommes.
Quartier-général pour les éventailles, $2-4-5-6-8 Rue Magazine 504-506 Rue de St Ferdinand, en dessus de la rue St-Andrew.

E. H. ADAMS.

11 mai—

Le Magasin de Meubles le meilleur marché du Sud.

W. G. TEBAULT

Nos 37, 39 et 41 rue ROYALE

Ayant pris possession de mon nouveau et spacieux magasin, mesure nécessitée par l'augmentation de mes affaires, je suis maintenant prêt offrir à mes clients et au public,

Un des plus beaux et des plus grands assortiments de Meubles qu'il soit possible de trouver au Sud.

Mes genres et modèles en ameublements de salon et de chambre, sont généralement au dessus de tous les meubles importés ici.

Les Prohibitionnistes pour le meubler du magasin et en le grande.

"Le magasin de meubles le meilleur marché au Sud."

W. G. TEBAULT,

37 39 et 41 RUE ROYALE

en 24 ans

Dédié h